



**PRÉFET
DE LA SAVOIE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Auvergne-Rhône-Alpes**

Unité interdépartementale des deux Savoie
430, rue Belle Eau
ZI des Landiers Nord
73011 Chambéry

Chambéry, le 30 mai 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15 avril 2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

S.A. SAVOIE PAN

ZI de Frontenex
73460 Tournon

Références : 20240415-RAP-SavoiePan
Code AIOT : 0006104497

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15 avril 2024 dans l'établissement S.A. SAVOIE PAN implanté 12 rue du Bois de l'Île, Z.I. n°2 de Frontenex sur la commune de Tournon (73460). L'inspection a été annoncée le 05 avril 2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les visites d'inspection du site réalisées le 5 février 2020 et le 28 janvier 2021 ont conduit à notifier à l'exploitant l'obligation de la mise en conformité de ses installations par les mises en demeure datées du 17 mars 2020 et du 24 mars 2021.

La présente visite visait à vérifier le retour à la conformité de ses installations sur les points visés aux articles 1 des APMD susmentionnés.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- S.A. SAVOIE PAN
- 12 rue du Bois de l'Île - Z.I. n°2 de Frontenex 73460 Tournon
- Code AIOT : 0006104497
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SAVOIE PAN a été autorisée initialement par arrêté préfectoral du 6 juillet 1982 pour des activités de stockage et de broyage de bois sur le site de Tournon.

Afin d'actualiser les dispositions réglementaires applicables à l'évolution des activités du site et des capacités de stockage de la plateforme de regroupement et de broyage de bois et de déchets de bois, un arrêté préfectoral complémentaire du 14 mars 2019 a actualisé les conditions d'exploitation

de l'établissement.

Contexte de l'inspection :

- Suite aux mises en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- Eau de surface
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Stockage déchets de bois	AP de Mise en Demeure du 17/03/2020, article 1 - 1 ^{er} item	Levée de mise en demeure
2	Accessibilité des services de secours	AP de Mise en Demeure du 17/03/2020, article 1 - 2 ^{em} Item	Levée de mise en demeure
3	Moyens de lutte contre l'incendie	AP de Mise en Demeure du 17/03/2020, article 1 - 3 ^{em} Item	Levée de mise en demeure
4	Moyens de lutte contre l'incendie	AP de Mise en Demeure du 17/03/2020, article 1 - 4 ^{em} Item	Levée de mise en demeure
5	Travaux d'aménagement du site	AP de Mise en Demeure du 17/03/2020, article 1 - 5 ^{em} Item	Levée de mise en demeure
6	Registre des déchets	AP de Mise en Demeure du 17/03/2020, article 1 - 6 ^{em} Item	Levée de mise en demeure
7	Bassin	AP de Mise en Demeure du 24/03/2021, article 1 - 1 ^{er} item	Levée de mise en demeure
8	Équipements électriques	AP de Mise en Demeure du 24/03/2021, article 1 - 2 ^{em} et 3 ^{em} Item	Levée de mise en demeure

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection du 15 avril 2024 a permis de constater in situ les actions de mises en conformités du site réalisées par l'exploitant et plus particulièrement celles visées par les deux arrêtés de mise en demeure émises à l'encontre de la société SAVOIE PAN pour ses installations implantées sur la commune de Tournon.

Lors de cette inspection, il a été présenté les justificatifs de réalisation des mesures correctives et la visite des installations a confirmé la mise en conformité du site aux dispositions de l'arrêté préfectoral d'autorisation.

Compte tenu que l'exploitant a mis en œuvre les actions correctives qui satisfont à l'ensemble des dispositions des arrêtés préfectoraux du 17 mars 2020 et du 24 mars 2021, nous proposons à Monsieur le Préfet de la Savoie de lever ces mises en demeure.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Stockage déchets de bois

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 17/03/2020, article 1 - 1 ^{er} item
Thème(s) : Risques accidentels, Stockage déchets de bois
Prescription contrôlée : Evacuer, le surstock de déchets de bois B pour revenir à la limite fixée à l'article 7.1.1. de l'arrêté préfectoral du 14 mars 2019 (4 500 m ³ incluant le broyat) et respecter la distance de séparation définie à l'article 7.1.7. L'exploitant en justifiera par l'envoi du relevé topographique prévu fin février.
Constats : L'exploitant a justifié par l'envoi, en date du 16 mars 2020, d'un relevé topographique de la limitation des volumes de stockage de bois et des distances entre les aires d'entreposage du site. Lors de la visite d'inspection du 15 avril 2024, le site était en cours de travaux de réfection du broyeur depuis le 14 avril 2024, toutefois, compte tenu de la fin de la saison hivernale, les besoins en bois de chauffage sont réduits. Aussi, les volumes de bois présents sur le site sont très limités et bien inférieurs aux seuils autorisés. Au vu des éléments susmentionnés l'inspection propose de lever la mise en demeure du 17 mars 2020 sur ce point.
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 2 : Accessibilité des services de secours

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 17/03/2020, article 1 - 2 ^{em} Item
Thème(s) : Risques accidentels, accès à la bâche incendie
Prescription contrôlée : Procéder à la réfection de la voie d'accès à la bâche incendie située au sud-ouest du site, permettant un accès facile des services de secours dans toute condition, conformément à l'article 6.3.4 de l'arrêté préfectoral du 14 mars 2019.
Constats : Par le courriel en date du 17 avril 2020, l'exploitant a justifié par l'envoi d'un plan topographique que les abords de la réserve d'eau incendie sont aménagés et accessibles. Lors de la visite du site du 15 avril 2024, il a été constaté que les abords de la réserve d'eau incendie étaient entretenus et un chemin permet l'accès à la zone de stationnement pour les véhicules du SDIS qui comporte une borne incendie reliée à la réserve d'eau. Au vu des éléments susmentionnés l'inspection propose de lever la mise en demeure du 17 mars 2020 sur ce point.
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 3 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 17/03/2020, article 1 -3 ^{em} Item
Thème(s) : Risques accidentels, Air d'étalement des amas de bois
Prescription contrôlée : Le site doit disposer en permanence d'une aire d'étalement permettant de faciliter l'extinction d'un tas de 5 000 m ³ de bois, prévue à l'article 6.5.1 de l'arrêté préfectoral du 14 mars 2019. Cette aire devra être maintenue dégagée en permanence par tout moyen utile.
Constats : L'exploitant a positionné l'aire d'étalement à l'entrée du site, à proximité de la zone de retournement des camions et du pont-bascule. La superficie dédiée est d'environ 2 000 m ² , ce qui répond à la prescription. Lors de la visite d'inspection du 15 avril 2024, l'exploitant nous a indiqué que l'organisation du site est en cours d'étude pour notamment limiter la circulation des véhicules sur le site. En conséquence, les zones de stockage et l'aire d'étalement seront dépassés. Cette dernière sera matérialisée par un marquage au sol et maintenue libre de tout stockage. Au vu des éléments susmentionnés l'inspection propose de lever la mise en demeure du 17 mars 2020 sur ce point.
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 4 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 17/03/2020, article 1 - 4 ^{em} Item
Thème(s) : Risques accidentels, Lances type Bourgeois
Prescription contrôlée : Approvisionner les 10 lances de type Bourgeois équipées de raccords diamètre 65 mm prévues à l'article 6.5.1 de l'arrêté préfectoral du 14 mars 2019.
Constats : L'exploitant a indiqué par courriel du 12 février 2021 que les lances ont été réceptionnées le 12 octobre 2020. Lors de la précédente visite du 28 janvier 2021, il a été constaté que le site dispose désormais de ses lances Bourgeois, qui sont stockées dans un local. Lors de la visite d'inspection du 15 avril 2024, l'exploitant a justifié de la présence de dix lances de type Bourgeois sur le site conformes à l'article 6.5.1 de l'arrêté préfectoral du 14 mars 2019. Au vu des éléments susmentionnés l'inspection propose de lever la mise en demeure du 17 mars 2020 sur ce point.
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 5 : Travaux d'aménagement du site

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 17/03/2020, article 1 - 5 ^{em} Item
Thème(s) : Autre, Travaux d'aménagement du site
Prescription contrôlée : Finaliser les aménagements du site prévus par les articles 1.2.2, 3.2.3 et 3.3.1 de l'arrêté préfectoral et par le dossier de demande d'autorisation mis à jour au 18 juillet 2018. - Nouvelle entrée spécifique à Savoie Pan dans le quart nord-est du site, avec dispositif de pesée (art. 1.2.2) - Réfection du bassin A - Une dalle béton est mise en place sur le fond et les bords du bassin, ainsi qu'une pente pour les engins, afin de permettre le curage du bassin (art. 3.2.3) - Connexion du bassin A au réseau d'eaux pluviales par une canalisation aérienne (art. 3.3.1) - Rampe d'accès au bassin B.
Constats : Lors de la précédente visite d'inspection du 28 janvier 2021, l'inspection a constaté que les travaux d'aménagement du site ont été réalisés. Lors de la visite d'inspection du 15 avril 2024 il a été constaté : - que l'accès au site de Savoie Pan est indépendante de celui du site de la société Alpin Pellet. Il est à noter que la voie d'accès historique entre les deux sites est désormais condamnée par des barrières de chantier. L'exploitant a précisé que les travaux ont été achevés en février 2021. - la présence d'un pont bascule fonctionnel implanté à proximité de la voie d'accès au site. - que les bassins A et B sont entièrement bétonnés et qu'une rampe permet d'accéder au fond des bassins pour leur entretien. De plus une clôture anti-chute est installée autour de ces deux bassins. - la présence d'une canalisation aérienne entre le bassin A et le réseau d'eaux pluviales du site. Au vu des éléments susmentionnés l'inspection propose de lever la mise en demeure du 17 mars 2020 sur ces points.
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 6 : Registre des déchets

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 17/03/2020, article 1 - 6 ^{em} Item
Thème(s) : Autre, Registre des entrées et sortie des déchets
Prescription contrôlée : Mettre en place un registre des entrées et sorties conforme aux articles 71.4 et 71.10 de l'arrêté préfectoral du 14 mars 2019 et à l'arrêté du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets.
Constats : L'exploitant a attesté par courrier du 12 février 2021 du déploiement à compter du 12 janvier 2021 du logiciel Nassy sur son site de Tournon . Cette application permet la gestion des registres des déchets du site. Elle est connectée au pont bascule est complétée par l'opérateur en charge de l'enregistrement des rotations des véhicules entrant et sortant du site. Suite à l'inspection du 15 avril 2024, l'exploitant a fourni des extractions du logiciel Nassy. Il est constaté que les données portées sur les documents couvrent l'ensemble des informations fixées à l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 relatif au contenu des registres de déchets. Au vu des éléments susmentionnés, l'exploitant a répondu aux dispositions du 6° point de l'arrêté de mise en demeure du 17 mars 2020 et l'inspection propose d'acter la mise en conformité du site sur ce point.
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 7 : Bassin

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 24/03/2021, article 1 - 1 ^{er} item
Thème(s) : Risques chroniques, Evacuation des eaux d'extinction incendie
Prescription contrôlée : Procéder au pompage, à l'évacuation et au traitement comme des déchets, dans des installations conformes, des eaux d'extinction des incendies confinées dans le bassin B suite aux incendies survenus en 2020.
Constats : Par courriel du 3 avril 2021, l'exploitant a transmis les justificatifs d'enlèvement des eaux d'extinction réalisé le 23 mars 2021 et notamment les BSD. Lors de la visite d'inspection du 15 avril 2024, l'exploitant a présenté les photographies de l'opération de pompage du bassin B et les BSD justifiant du traitement des eaux d'incendie par la société BIAJOUX Assainissement implantée dans le département de l'Ain. Au vu des éléments susmentionnés l'inspection propose de lever la mise en demeure du 24 mars 2021 sur ce point.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 8 : Équipements électriques

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 24/03/2021, article 1 - 2 ^{em} et 3 ^{em} Item
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle des installations électriques
Prescription contrôlée : - Procéder à l'ensemble des travaux de mise en conformité des installations électriques notamment ceux relevés dans les rapports de contrôle datés du 18 janvier 2021 et du 20 janvier 2021 ; - Procéder à une vérification complète des installations électriques, y compris les vérifications nécessitant une coupure générale des installations électriques.
Constats : Par courriel du 20 juillet 2021 l'exploitant a transmis le rapport de vérification des installations électrique et du contrôle thermographique réalisée le 15 juillet 2021. Ces rapports ne relèvent aucune anomalie dans les installations du site. Au cours de la vérification documentaire de l'inspection du 15 avril 2024, l'exploitant a présenté le dernier rapport de contrôle des équipements électriques du site réalisé le 4 mai 2023. Ce document ne relève aucune non-conformité. Au vu des éléments susmentionnés l'inspection propose de lever la mise en demeure du 24 mars 2021 sur ce point.
Proposition de suites : Levée de mise en demeure